



20-12-2012

Renault et le Monopoly capitaliste

Renault, dont l'Etat siège au Conseil d'Administration avec 15% du capital, vient de vendre pour 1,48 milliard d'euros ce qui lui restait de participation dans Renault-Truck sa filiale poids lourds. Avec cette vente il n'y a plus de constructeur français dans le domaine des camions en France. Toutes les entreprises qui restent encore en activité sont sous contrôle étranger.

Comment Renault entend utiliser ses 1,48 milliards ?

En investissant massivement à l'étranger. En Russie où il vient de prendre, avec Nissan, le contrôle de 67,1% d'AvtoVAZ (Lada). Soit au total 1,5 milliard de dollars. Après avoir modernisé l'usine il annonce la prochaine commercialisation en Europe de l'ouest donc en France, d'un modèle fabriqué en Russie.

Il vient de signer un accord de construction d'une usine en Algérie, un protocole d'accord est en vue pour faire de même au Venezuela et en Chine.

C'est la course à la mondialisation, à la conquête des marchés, la course au profit qui se poursuit.

En France

Renault et le gouvernement annoncent à grand renfort de médias bien intentionnés que la firme investira 664 millions d'euros en France dans les six usines de montage. Faut-il les croire ? Alors que Renault explique que ses usines sont en surcapacité (elles chôment entre 1 et 3 semaines en cette fin d'année) et que la sortie de nouveaux modèles est repoussée.

En réalité cette annonce intervient pour contrebalancer les investissements massifs dans le monde. Elle intervient alors que Renault exige des salariés et des syndicats (voir nos précédents articles) de nouveaux sacrifices en matière de salaire et de conditions de travail, de mobilité.

Hier elle leur disait : acceptez ou nous seront obligée de fermer une usine ; aujourd'hui elle ajoute : acceptez et il y aura des investissements. Elle pourrait surtout dire : acceptez pour que Renault augmente ses profits, afin de mieux rémunérer ses actionnaires.

Peugeot poursuit sa politique de suppressions d'emplois

Il vient d'annoncer 1500 suppressions d'emplois en plus des 8000 déjà connus. Mais attention il ne s'agit pas de licenciements, il s'agit de départs

volontaires ou de mise en préretraite. Tout est dans la nuance. Cela ne change rien. 1500 emplois industriels seront supprimés.

Peugeot rejette sur la collectivité la prise en charge de ces nouveaux chômeurs. Il a pourtant une trésorerie qui s'élève à 10 milliards d'euros (juillet 2012).

Cela au moment où les soit disant experts de tous poil nous annoncent qu'il va falloir faire de nouveaux sacrifices pour assurer l'avenir des retraites.

Les « négociations entre partenaires sociaux » qui se déroulent, démontrent qu'il n'y a rien à attendre de ces discussions, sinon à satisfaire les exigences du patronat. La solution c'est la lutte. Partout.

www.sitecommunistes.org